

Troubles de la nationalité



Le vote de la loi, votée le 26 mai et visant à

donner la double nationalité aux Hongrois vivants dans les pays voisins, fait partie des premières initiatives que le groupe parlementaire Fidesz-KDNP a présentées. Si les autres partis hongrois et la majorité des pays voisins soutiennent cette proposition, c'est loin d'être le cas en Slovaquie, où cette loi est devenu un élément important de la campagne électorale.

Selon la loi proposée par les partis Fidesz-KDNP et votée le 26 mai au Parlement, les membres de la minorité hongroise dans les pays voisins pourront demander la nationalité hongroise à condition qu'ils parlent le hongrois et qu'ils justifient d'avoir des ascendants hongrois. Dans cette loi, il ne s'agit en aucun cas de leur donner la double nationalité de façon collective, ni de leur assurer un droit de vote en Hongrie, mais de leur permettre de déposer des requêtes individuelles en vue de la double nationalité. Concernant ceux qui remplissent les deux conditions, la procédure sera simplifiée et aura lieu en référé. De l'avis de Zsolt Semjén, vice-Premier Ministre chargé de la politique nationale et des affaires religieuses, cette loi «doit être une évidence et il faut la faire passer puisqu'elle est la conséquence directe de la solidarité nationale».

Les responsables des différents partis d'opposition avaient assuré le futur gouvernement de leur soutien envers ce projet de loi mais y ont également apporté des critiques. Le parti nationaliste Jobbik considère que la condition de parler la langue hongroise est trop stricte, étant donné que l'intégration d'une partie de la minorité hongroise a été si forte dans les pays voisins qu'ils ne parlent plus la langue

de leurs ascendants. Selon le Jobbik, il serait cependant injuste de priver ce groupe de la nationalité hongroise.

Ils proposent en même temps de donner le droit de vote avec la double nationalité et d'assurer à l'avenir au moins 26 sièges parlementaires aux représentants de la minorité hongroise des pays voisins. Le parti socialiste et le LMP ont, quant à eux, affirmé que le Fidesz-KDNP aurait dû attendre la fin de la campagne électorale slovaque avant d'initier ce projet de loi, puisqu'il risque d'être contreproductif et de stigmatiser les Hongrois vivants en Slovaquie.

La campagne en vue des élections législatives slovaques, prévues le 12 juin prochain, s'est effectivement emparée du sujet de cette double nationalité, les partis de droite cherchant à gagner des électeurs potentiels en haussant le ton vis-à-vis de la Hongrie. Le Premier Ministre actuel, Robert Fico, a rappelé pour consultation l'ambassadeur de Slovaquie à Budapest et a convoqué le conseil de sécurité nationale. Il menace de priver de leur nationalité slovaque tous ceux qui obtiennent la nationalité hongroise. Selon lui, la Hongrie va violer le droit international en offrant la nationalité à des individus dont la résidence principale ne se trouve pas en Hongrie. L'Union chrétienne-démocrate slovaque, actuellement le plus grand parti d'opposition, est en même temps plus coopérative et a fait savoir qu'au cas où elle remporterait les élections législatives, elle initierait des pourparlers diplomatiques. Ce parti a d'ores et déjà initié des discussions sur cette affaire au sein du Parti populaire européen (dont le Fidesz fait également partie), afin de la régler avec l'aide d'intermédiaires étrangers.

János Martonyi, Ministre hongrois des Affaires Étrangères, a d'ailleurs entamé des visites dans la plupart des pays voisins au cours du mois de mai pour discuter avec ses homologues de ce projet de loi. Selon ses conclusions, l'initiative ne posera guère de problème dans la majorité des pays. En revanche, le gouvernement devra trouver une solution pour la minorité hongroise en Ukraine, où la législation ne permet pas aux citoyens d'avoir une double nationalité (en principe, les habitants sont automatiquement privés de leur nationalité ukrainienne dès lors qu'ils obtiennent celle d'un autre pays).

Anna Bajusz

•
Catégorie
Agenda Culturel